

### *Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation*

Des Canadiens comme le doyen Maxwell Cohen, un de nos éminents spécialistes en droit international, se sont prononcés contre l'entente. Au fil des ans, il a aidé le Canada à négocier des ententes comme celle du droit de la mer au sujet du prolongement de nos limites territoriales à 200 milles. Il a participé aux initiatives canadiennes visant à garantir, protéger et défendre notre souveraineté devant les tribunaux internationaux. Voici ce que cet homme, qui ne parle pas à la légère, a déclaré:

«L'accord sur le bois d'oeuvre crée un dangereux précédent qui met la souveraineté canadienne en danger».

Cette seule phrase est la condamnation de ce qui a été fait.

Selon M. Adam Zimmerman, président du conseil d'une entreprise du secteur primaire, Noranda Inc., qui voit les choses du point de vue de l'entreprise privée, si l'accord est un présage de ce que l'avenir nous réserve, le Canada est «dans les fers».

D'autres personnes qui occupent des postes d'autorité, les premiers ministres de nos provinces, par exemple, se sont prononcées. Le premier ministre de l'Ontario a porté sur cet accord le jugement suivant: «Nous serons constamment sous la coupe des Américains. Nous serons toujours sous leur dépendance. Ils nous nous remettront au pas à la moindre incartade. Je n'aime pas cela du tout».

Le premier ministre de l'Ontario, M. David Peterson, n'est pas le seul à avoir exprimé son opinion. Son homologue du Manitoba, M. Pawley, l'a fait lui aussi. Le premier est libéral, le second néo-démocrate. Nous avons aussi entendu M. Brian Peckford, que la nouvelle concession à la France par notre gouvernement fait rager:

La France n'a qu'à menacer, semble-t-il, pour que le Canada s'agenouille...

M. Peckford est conservateur. Donc, trois premiers ministres provinciaux, dont un libéral, un néo-démocrate et un conservateur, pensent que le gouvernement ne sait pas comment négocier. MM. Peterson, Pawley et Peckford ont tous trois exprimé leur avis sur la situation.

Ai-je besoin de rafraîchir les mémoires sur la position que le gouvernement a adoptée à propos des négociations sur le poisson, à propos du porc, de l'examen des investissements étrangers, de la politique énergétique nationale, du brise-glace dans l'Arctique, de la guerre des étoiles, des bardeaux, de la défense de notre culture, des pluies acides? Ai-je besoin de rappeler la façon dont il a cédé devant les multinationales sur la question des brevets, celle du coût des médicaments qui est cruciale pour le régime d'assurance-soins médicaux sans oublier l'accord sur l'automobile? MM. Peterson, Pawley et Peckford parlaient pour nous tous quand ils ont dit que le gouvernement actuel ne nous apporte que les compromis et la conciliation. Il est temps de changer l'orientation non seulement de ce projet de loi, mais de toute la politique du gouvernement, si nous voulons que le Canada survive.

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, je suis content de pouvoir prendre part au débat sur le projet de loi C-37 intitulé Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre.

J'ai eu le temps de lire le projet de loi ainsi que les lettres d'entente sur cette taxe à l'exportation qu'ont signées notre gouvernement et celui des États-Unis. Monsieur le Président, vous trouverez sûrement intéressantes les paroles prononcées ici, à la Chambre, il y a quelques années, par Tommy Douglas, qui fut premier ministre de la Saskatchewan et plus tard chef du Nouveau parti démocratique, à Ottawa. Ces paroles de Tommy Douglas décrivent encore parfaitement les conditions que le gouvernement a négociées avec le gouvernement américain. M. Douglas a dit: «Notre sort de coupeurs de bois et de porteurs d'eau est déjà bien regrettable, mais c'est pire quand quelqu'un d'autre décide pour nous combien de bois nous pouvons couper et combien d'eau nous pouvons porter». C'est exactement à cela que le gouvernement nous a menés dans ces négociations.

A la conclusion des négociations, la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) a tenté de justifier auprès des Canadiens les initiatives du gouvernement et a déclaré que le Canada avait fait une bonne affaire. Les négociateurs américains en ont eu le souffle coupé et je n'en suis pas surpris. Ils ne pouvaient pas croire à l'aubaine qui leur était offerte par notre gouvernement.

Tommy Douglas a également critiqué ce genre d'attitude chez les fonctionnaires du gouvernement canadien. En parlant d'un Canadien qui venait de négocier avec les États-Unis et qui pensait que le marché lui était favorable, il a déclaré: «Lorsqu'un commerçant Yankee vous dit que vous êtes un négociateur coriace, vous savez qu'il vient de vous rouler.» Les Canadiens viennent de se faire avoir au maximum par le gouvernement et ce n'est pas la première fois.

En examinant l'attitude du gouvernement dans ces négociations, compte tenu de mes 17 ans d'expérience dans les négociations ouvrières-patronales, je peux dire que je n'ai jamais vu personne entamer des négociations en partant perdant. C'est exactement ce que le gouvernement a fait. Avant d'entamer des négociations avec les Américains, il a commencé à négocier avec lui-même. Ce faisant, il a trahi le Canada et, comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas la première fois. Avant même que commencent les négociations, les Américains, au nom de l'industrie pharmaceutique des États-Unis, ont exigé que le Canada modifie la Loi sur les brevets en ce qui concerne les produits pharmaceutiques. Nous en connaissons le résultat. Un projet de loi est actuellement à l'étude au comité qui accorde aux multinationales américaines de produits pharmaceutiques tout ce qu'elles ont jamais désiré, et plus encore.

Les Canadiens exigeaient déjà avant 1969 une politique canadienne sur les produits pharmaceutiques, laquelle a reçu un vaste appui lors de ses modifications. Depuis 1969, les brevets ne sont pas protégés au Canada pour les produits pharmaceutiques. C'est pourquoi le prix des médicaments a baissé pour les Canadiens, devenant l'un des moins élevés du monde, alors que c'était le contraire avant 1969.